

## Gaz à tous les étages

Comme prévu, mais avec pas mal de retard, un comité de suivi a été instauré pour l'usine de méthanisation inaugurée (en catimini) en septembre sur le site des Renardières à Ecuelles. On apprend par voie de presse, une composition d'une vingtaine de personnes, parmi lesquelles des représentants du Département, de la CCMSL, du Smictom, des associations environnementales et quelques riverains de proximité du site. Tous se veulent rassurants, mais déjà une tempête a coupé le courant sur les installations, provoquant «une production» d'odeurs. Même avec la meilleure volonté du monde, les paramètres climatiques sont par définition imprévisibles. Souvenons-nous de l'inondation de la piscine... La mission de ce comité : mesurer l'impact territorial et environnemental. C'est bien le moins, compte tenu des incidents répertoriés à l'échelon national. La question sécuritaire n'est pas abordée (services de secours équipés?, formations et directives en cas d'incident/accident? lieu d'épandages? Et bien sûr la question financière, quelle sera la part des bénéfices, parce qu'il y en aura, et quelle part sera redonnée à la collectivité locale, sachant les subventions publiques attribuées? Autant de questions qui amènent à une vigilance des plus accrue, et que nos question écrites sont restées, comme trop souvent, sans réponses ou alors très partielles. Quant aux compte-rendus de ces réunions, ils seront disponibles sur le site de l'exploitant CVE. Avec ou sans odeurs?



## Portrait d'un Insoumis

BONJOUR. Je m'appelle David, je suis enseignant et j'ai 47 ans. Je suis actuellement co-animateur du Groupe d'Action (G.A.) de La France Insoumise qui publie ce journal. J'ai rejoint la France Insoumise pour la campagne des présidentielles de 2017. Après 15 ans de militantisme syndical, j'ai voulu changer mon investissement en tant que citoyen et rejoindre un mouvement politique. Compte tenu de mes aspirations pour une société plus juste, un partage des richesses et une vraie transition écologique, je me suis tout de suite retrouvé dans le programme de l'avenir en commun de l'époque. À cette période, nous nous réunissions à Saint-Mammès, dans la salle d'un café, et rapidement, l'espace est devenu trop exigüe vu le nombre de personnes qui avait rejoint le mouvement. À l'issue des présidentielles, le G.A. a continué de vivre et de mener des actions (tractage, collage d'affiche...). Nous avons participé à la campagne des municipales puis à celle des cantonales. Nous sommes maintenant pleinement investis dans la campagne des présidentielles et celle à venir des législatives. Maintenant que la campagne s'intensifie, nous avons besoin de renfort pour couvrir le grand territoire de la circonscription 77-3. Nous espérons retrouver toutes les personnes qui nous ont accompagnées pendant la campagne de 2017. Alors si vous partagez nos idées et adhérez à notre programme, et que vous avez un peu de temps à consacrer à la campagne, rejoignez-nous ! Vous pouvez nous contacter via la plateforme Action Populaire ([www.actionpopulaire.fr](http://www.actionpopulaire.fr)) dans la rubrique Groupe puis carte et vous nous trouverez à Saint-Mammès. Le nom du GA est «Les insoumis-es Seine et Loing». Vous pouvez aussi nous contacter via l'adresse mail suivante : [insoumisud77@gmail.com](mailto:insoumisud77@gmail.com). Au plaisir de vous rencontrer bientôt.

D.B.

Ont collaboré à ce numéro : Christophe Bandini, David Brunet, Guillaume Desprelles, Jean-Marc Menier, Marc Joly.

Pour nous écrire : La piqûre de rappel, xxxxxxxxxxxxxxxx

Par mail : [insoumisud77@gmail.com](mailto:insoumisud77@gmail.com)



## Un fauteuil pour deux

LA hache de guerre n'est pas enterrée entre les partisans de l'ancienne majorité municipale et la nouvelle équipe mise en place aux dernières élections. Après les multiples recours de l'équipe sortante et malgré les jugements rendus par les plus hautes instances, beaucoup s'entêtent et n'acceptent toujours pas le verdict des urnes. Comme en témoigne la tribune d'expression libre parue dans le Lien n°16 éditée par la municipalité, la lutte entre les deux camps continue. Plainte d'un côté pour une pétition qui a circulé et qui demandait un nouveau scrutin, et dénonciation de cumuls de mandats ou d'incompétences de l'autre. À quand la fin des hostilités ? La France Insoumise regarde tout cela d'un œil pas si amusé. Ça pourrait pourtant paraître cocasse si la situation sanitaire n'était pas si pesante pour nos concitoyens. Notre territoire ne faisant pas exception, les difficultés de la vie touchent aussi MLO et les communes avoisinantes. MJ.

## Lisez le programme

Nous avons reçu près de 5 000 contributions libres et 10 000 réponses à des questionnaires joints aux Cahiers de l'Avenir en commun entre janvier et juillet 2021. Démocratie et 6<sup>e</sup> République, Planification écologique, Progrès social et humain et Pour une France indépendante : voici les 4 thèmes que nous avons abordés durant le semestre. Autour de notre revue Les Cahiers de l'Avenir en commun, nous avons auditionné publiquement des dizaines d'experts, universitaires, associatifs, syndicalistes et personnalités diverses. En librairie, 3 euros



**L'UNION POPULAIRE**  
POUR LE PROGRAMME L'AVENIR EN COMMUN

# La piqûre de rappel

N°1 - Janvier 2022 - Trimestriel

## Sommaire

P1 : Edito, Brèves.  
P2 et P3 : dossier base de loisirs des Collinettes  
P4 : Municipales, suite...

## En bref...

**Le Père Noël est une ordure** Le SMIC est passé de 1219 euros à 1231 euros (Décembre 2021).

**Celui qui voulait chasser la racaille est en prison depuis le 16 décembre 2021**

Claude GUEANT, pour avoir piqué dans la caisse près de 900 000 euros en espèces. Il était le n° 2 de l'Elysée sous N. Sarkozy et avait pour amie Valérie PECRESSE.

**Ras le bol du monde judiciaire qui déborde dans les rues** Les chiffres de la misère judiciaire sont éloquents. Il manque 10 000 postes (avocats, greffiers, procureurs, etc.).

**ZEMMOUR, médiocre historien, ment** quand il indique que Pétain a sauvé des juifs français, que le capitaine Dreyfus ne serait pas innocent, que les étrangers sont des voleurs.... (PPDA, DUHAMEL, HULOT, JL LAHAYE).

**À droite tout le monde veut réindustrialiser le pays, scandale ?** La SNCF a décidé de transférer 7000 serveurs et 250 applicatifs chez AMAZON (Webservices). Le géant du commerce gère déjà les données d'EDF, d'ENGIE, de VEOLIA. Rappelons que ces serveurs gèrent 15 000 trains au quotidien, 750 TGV et la billetterie (1 million de billets/jour).

**Taxation des plus hauts revenus**  
72 % des Français sont pour.

**Ils gagnent combien nos politiques ?** Un député touche 7209 euros par mois + 5770 euros de frais d'emploi non imposables.

**Découverts bancaires**  
38 % des Français sont à découvert chaque mois.

**En France**, un salarié sur 2 gagne moins de 1750 euros par mois. Le gouvernement et le patronat le savent, c'est ce qui justifie toutes ces primes versées : inflation, énergie.

## Présidentielles : J'ai mal à ma gauche

## Edito

NOUS voulions vous laisser tranquilles après cette période de fêtes, mais nous pensons que l'heure est grave. Cette France qui était si joliment chantée, travaille de plus en plus durement. Elle craque et gémit.

Notre vieille démocratie a tenu, mais pourquoi la majorité des Français (70%) s'abstient ou ne va plus voter ? Le fossé est de plus en plus visible entre les représentants élus et les représentés citoyens. Comment ensemble faire tomber toutes ces Bastilles ? Là est la vraie question.

Nous pensons que les élections présidentielles 2022, vont se jouer certainement entre la peur, la crainte et la colère. Dans cette période, nous essaierons d'apporter notre contribution, nos projets, nos programmes, pour qu'en ensemble nous puissions réfléchir et aller voter autre chose que ce qu'ils ont prévu. Les appels à l'union et les combines politiciennes se multiplient tous azimuts. Des pétitions circulent comme cela était le cas pour celles de la primaire populaire. Tout le monde s'inquiète de ce que devient la gauche, en pointant que le péril fasciste à venir serait bien réel. Les projections effectuées font état que la gauche ne serait pas présente au second tour. Cette situation est grave pour la République, la démocratie et le peuple avant tout. Se pose donc une seule et vraie question : faut-il une candidature commune à toute la gauche ?

Cette réponse a déjà été faite : en 1981 avec Mitterrand, en 1997 avec Jospin et en 2012 avec Hollande. Nous l'avons voulue et nous l'avons subie. Sur le fond nous avons été trahis : privatisations, destruction du code du travail, abandon de la souveraineté nationale, abandon des services publics, casse de la protection sociale, de l'enseignement, de la santé, de la police de la justice, réforme des retraites, bas salaires...

Et qui voudrait que l'on recommence ? Ceux- là même qui étaient au Parti Socialiste dans ces périodes et qui ont rejoint Macron. Pensez-vous sérieusement qu'ils sont toujours de gauche ?

Nous tirons donc cette importante conclusion qu'il faudra éviter à l'avenir de se poser comme un postulat invariable que les partis de gauche socio-démocrates et une partie des verts, soient décidés à mener une politique de gauche. Nous sommes persuadés qu'avec La France Insoumise et le Parti Communiste, tout reste possible.

Nous demandons à chaque citoyen d'être électeur et de prendre connaissance du programme d'Union Populaire présenté par La France Insoumise (social et écologique avec 694 propositions) que vous pouvez également vous procurer auprès des militants ou en librairie pour 3 euros.

Nous vous invitons à réfléchir et à agir comme nous, pour exiger une gauche de rupture avec cette spirale infernale de l'individualisme, de la consommation, et les gains faramineux qui ne profitent qu'aux plus aisés. Nous voulons un peuple conscient et combatif. Nous sommes résolus à nous battre contre les rejets et les exclusions. Nous ne voulons pas nous résoudre à la haine, ni à la bêtise du désespoir. Notre présence n'a d'autre signification que de vous en convaincre.

Nous souhaitons que d'ici le mois d'avril 2022 la colère sociale s'invite dans le débat. En attendant quoique vous pensiez, quoique vous vous puissiez faire, dans le respect du pluralisme des idées, tous nos vœux de santé, de bonheur, d'espoir et de changement pour vous et vos familles.

## La piqûre de rappel pour qui ? pourquoi ?

C'est un 4 pages d'infos, un petit nouveau que veut éditer La France Insoumise sur MLO et sa communauté de communes.

Son financement sera assuré par les militants et les dons faits par nos soutiens et sympathisants ; En tout point de vue, il défendra avant tout l'intérêt général pour sensibiliser et faire réfléchir. Nous parlerons de proximité, des décisions prises par celles et ceux qui sont en responsabilités politiques, des propositions que nous avons faites ou ferons, de la gestion et de la vie des citoyens.nes de nos communes. Nous envisageons de vous faire rire, selon les circonstances et notre arme sera l'humour.

Ce petit journal devrait faire réfléchir celles et ceux qui nous collent des étiquettes aussi délirantes que fantaisistes. Nous vous ferons partager le programme de La France Insoumise pour recueillir vos remarques bonnes ou mauvaises. Nous souhaitons qu'il puisse redonner de l'espoir et de l'indépendance à vos idées en encourageant leur expression sans subir de pression.

Tous les articles seront réalisés par des militants bénévoles. Nous exprimerons nos espoirs et nos résistances qui seront plus contagieux que la COVID. Et même si vous ne partagez pas nos idées, réservez-nous un bon accueil.

## Dans les tuyaux

### Réduction des dépenses

Il se murmure que des réductions de dépenses sont prévues dans certaines communes de la communauté de communes. Quelles sont-elles ? qu'engendrent les réorganisations ? des réformes de structures ? combien d'emplois visés. La FI propose une RIPC (référendum d'initiative populaire et citoyenne) en particulier sur MLO pour que le choix soit collectif.

### Affichage public

Pourquoi la loi n'est pas appliquée sur MLO et la CCMSL ? Pendant que nous collons, plusieurs entreprises ou particuliers équipés de caméras de surveillance portent ou peuvent porter plainte. Le monde politique et associatif a besoin de s'exprimer sur des panneaux qui leur sont réservés. C'est la loi. Cette demande a été faite par la FI, sans réponse à ce jour.

## Green washing

Voilà, notre président, autoproclamé champion de l'écologie, a réussi à inclure le nucléaire (Fabien Roussel va être content) et le gaz (pour faire plaisir aux gouvernements populaires des pays de l'est) dans les énergies dites renouvelables. Cela veut dire que des millions (voir des milliards) vont être captés par ces deux énergies qui n'ont rien de renouvelable...On continue notre fuite en avant dans le chaos environnemental !

## Affaires à suivre...

En tant que parents d'élèves, nous avons soutenu la mobilisation du 13 janvier 2021 : un protocole inapplicable et qui contraint les plus précaires d'entre nous (organisation pour garder les enfants, achats de tests en supermarchés car rupture de stock, peu ou pas de remplacement de professeurs ou d'enseignants, des métiers éducatifs (AESH, AED) précaires et exploités, des métiers supports qui s'amenuisent (infirmières, psychologue...), augmentation des effectifs dans les classes. Mais au-delà de ces problèmes, il est important de se questionner collectivement sur les raisons pour lesquelles le métier d'enseigner attire de moins en moins de jeunes... On apprend la baisse des effectifs dans les écoles primaires publiques, alors que le secteur privé reste stable, et que le privé hors contrat voit une hausse de 11,8%. Le séparatisme n'est pas confessionnel, il est financier et éducatif !

1,6 million de pauvres absents des statistiques  
On apprend ce jour, l'absence de 1,6 millions de pauvres des statistiques... Cela porte à 10,6 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté.  
Et encore, si certains de nos concitoyens ne pouvaient pas compter sur l'aide de parents ou de son conjoint, d'autres personnes pourraient compléter ce chiffre qui représente presque 10 % de la population.  
A quand la lutte contre la pauvreté comme priorité?

## Le dossier :

# ADOPTION DU PLAN CLIMAT ENERGIE : STATU QUO POUR LA CCMSL !

Le plan Climat Energie (dit PCAET) est un outil de planification, à la fois stratégique et opérationnel, qui permet aux collectivités d'aborder l'ensemble de la problématique air-énergie-climat sur leur territoire. Ce plan est imposé par la loi TECV (Transition Energétique et Croissance Verte) d'août 2015 qui prévoit que les EPCI (Etablissement Public Intercommunal de plus de 20 000 habitants) se dotent de cet outil. C'est donc un outil imposé par la loi qu'ont dû prendre en charge M. Septiers et les conseillers communautaires. Au vu des résultats, l'impression ressentie est que ce projet est subi. La

loi impose un diagnostic et une concertation citoyenne ? Eh bien qu'à cela ne tienne, 3 ateliers, une cinquantaine de participants, des ateliers où il a été rappelé sans cesse qu'il n'y avait pas beaucoup de budget et pourtant les participants ont fait beaucoup de propositions très intéressantes qu'on ne retrouve pas forcément dans la version adoptée par le conseil communautaire.

Pourtant, l'enjeu est important voire primordial : le GIEC annonce qu'il est nécessaire de maintenir les températures en dessous d'1,5°C mais les récentes modélisations montrent que nous sommes sur une trajectoire comprise entre 2°C et 3°C (« Climate change 2021. The physical science basis », GIEC, Genève, 9 août 2021).

Pour maintenir cette trajectoire de 1,5°C, il aurait fallu réduire les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> de 3,3 % par an à partir de 2010 ; comme elles ont augmenté, il faut désormais les réduire d'environ 7 % par an (« Rapport sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions », Programme des Nations unies pour l'environnement, Nairobi, 26 novembre 2019).

C'est l'ordre de grandeur de la baisse liée aux confinements pour l'année 2020. Au lieu d'en tirer des leçons, la plupart des dirigeants ne parlent que de relancer la



Illustration du projet à venir présenté par la CCMSL.

croissance et la consommation... Comme sur notre intercommunalité à l'image de la future base de loisirs à Vernou. À cela, il est nécessaire aussi d'analyser les éléments participants aux émissions de gaz. Sans surprise, nous retrouvons l'aviation, la production d'énergie fossile, les industries lourdes et l'agriculture pour 33,8 gigatonne de CO<sub>2</sub> et le changement d'utilisation des terres (incendies, destruction des tourbières, déforestation...) pour 5,8 gigatonne alors que l'absorption terrestre (sol et eau) n'est que de 21,2 gigatonnes.

## DES ÉLUS PAS À L'ÉCOUTE

Aussi, selon une étude d'Oxfam de septembre 2021, il est indiqué qu'1 % des plus riches sont responsables de la moitié des émissions de gaz à effet de serre. Les raisons ? Nous les connaissons ! Emprunte carbone liée aux voyage en avion, en jet privé, yacht...

Il est donc important d'avoir un débat démocratique pour faire face aux enjeux de demain. Le climat est donc un problème de classes (Aisés et précaires) mais aussi un enjeu de société (baisse du temps de travail, isolation des maisons, développement des

méthanisation qui a été imposée sur MLO, sans communication pertinente en direction des habitants de la communauté de communes. Je suis aussi très perplexe sur le chauffage au bois, les dernières études montrent que les centrales à bois sont au moins aussi polluantes que les énergies fossiles (du fait de la méthode de calcul de la compensation carbone). Cependant, j'ai relevé deux idées intéressantes, les barrages hydrauliques sur le Loing et l'incitation des citoyens à se monter en coopérative pour favoriser des énergies plus respectueuses de l'environnement.

Enfin, des partenariats sont envisagés avec les acteurs institutionnels (ADEME...). Je regrette que l'on ne fasse pas appel à Enercoop et Negawatt qui sont des acteurs pionniers dans le renouvelable et la sobriété énergétique ! Pendant ce temps-là à la CCMSL, c'est la même chose. Si vous n'êtes pas conseiller municipal ou communautaire vous n'aurez pas accès au document final. Le pire c'est que les participants des ateliers n'ont même pas été conviés à la restitution ! Car comme pour la convention citoyenne, les pistes retenues ne l'ont été que par des élus, écartant ainsi les propositions onéreuse ou ne leur convenant pas.

C'est ainsi, que le PCAET de la communauté de communes reste très généraliste (idées que l'on retrouve souvent dans d'autres documents de ce type : covoiturage, information sur les aides de l'état pour la rénovation) et ne répond pas aux préoccupations actuelles : moyens financiers pour la rénovation thermique des maisons, diminution de la pollution, soutien à la filière locale, généralisation du zéro artificialisation net, mise en place d'une cuisine centrale pour servir les cantines des communes membres... Il est aussi mis en exergue les bienfaits de la

croissance et la consommation... Comme sur notre intercommunalité à l'image de la future base de loisirs à Vernou. À cela, il est nécessaire aussi d'analyser les éléments participants aux émissions de gaz. Sans surprise, nous retrouvons l'aviation, la production d'énergie fossile, les industries lourdes et l'agriculture pour 33,8 gigatonne de CO<sub>2</sub> et le changement d'utilisation des terres (incendies, destruction des tourbières, déforestation...) pour 5,8 gigatonne alors que l'absorption terrestre (sol et eau) n'est que de 21,2 gigatonnes.

Enfin, des partenariats sont envisagés avec les acteurs institutionnels (ADEME...). Je regrette que l'on ne fasse pas appel à Enercoop et Negawatt qui sont des acteurs pionniers dans le renouvelable et la sobriété énergétique ! Pendant ce temps-là à la CCMSL, c'est la même chose. Si vous n'êtes pas conseiller municipal ou communautaire vous n'aurez pas accès au document final. Le pire c'est que les participants des ateliers n'ont même pas été conviés à la restitution ! Car comme pour la convention citoyenne, les pistes retenues ne l'ont été que par des élus, écartant ainsi les propositions onéreuse ou ne leur convenant pas.

C'est ainsi, que le PCAET de la communauté de communes reste très généraliste (idées que l'on retrouve souvent dans d'autres documents de ce type : covoiturage, information sur les aides de l'état pour la rénovation) et ne répond pas aux préoccupations actuelles : moyens financiers pour la rénovation thermique des maisons, diminution de la pollution, soutien à la filière locale, généralisation du zéro artificialisation net, mise en place d'une cuisine centrale pour servir les cantines des communes membres... Il est aussi mis en exergue les bienfaits de la

## Dans le canton

Décryptage politique  
Montereau (UDI) :  
Dernièrement, le journal La République indique la volonté de M. Cheron d'installer des ruchers municipaux pour produire du miel mais surtout pour œuvrer pour la biodiversité et en plus subventionné par la région. Cet acte est louable et nous le partageons. Cependant quand on analyse, M. Cheron et Mme Pécresse font partie des familles politiques qui ont soutenu la ré-autorisation des néonicotinoides tuant les abeilles et provoquent la destruction d'une partie de la biodiversité. Pourquoi cette schizophrénie politique ? Ni Macron ni Pécresse en 2022 Vite la bifurcation écologique.

## Moret Intra-muros

Parfois, une bonne intention devient source de conflit. La municipalité a distribué des bons cadeaux de 30€ aux salariés, valables chez certains commerçants. Une mesure qui a déclenché quelques critiques sur les réseaux sociaux.

En effet, quels critères ont été retenus pour les bénéficiaires, et comment les commerçants ont-ils été sélectionnés ? Autant de questions qui alimentent le moulin de l'opposition municipale.

Des combats autant inutiles que stériles, dont tout le monde se passera bien en ces temps compliqués.

La communauté de communes de Moret s'associe au projet des Héronnières : À partir de 2025, un campus qui pourra accueillir 3 000 élèves simultanément, soit plus de 10 000 étudiants chaque année, sera édifié dans l'ancienne grande écurie du Roi, soit un ensemble de 11 bâtiments répartis sur deux hectares, le tout sur le domaine du château de Fontainebleau. Une réunion du conseil se tiendra au mois de juin pour définir les détails de la mise en œuvre de cet ambitieux partenariat à long terme.